

Appel de personnalités en faveur des victimes du cyclone en Birmanie

Le Monde_25.06.08

Sept personnalités dont trois prix Nobel de la paix et trois anciens chefs d'Etat ont appelé la junte birmane à accorder aux agences humanitaires un accès complet à la région dévastée par le cyclone Nargis, dans une tribune publiée mercredi par un journal indonésien.

Cette tribune en pleine page du quotidien The Jakarta Post a été réalisée à l'initiative de l'association Not on our watch ("Pas sous notre regard") qui rassemble notamment les célébrités d'Hollywood Brad Pitt, Matt Damon et George Clooney. "Aujourd'hui, tandis que des centaines de milliers de vies sont en danger, le monde ne doit pas rester sans rien dire", estiment les auteurs du texte, qui ajoutent que le général Than Shwe, chef du régime dictatorial birman, "n'a pas tenu ses promesses".

"Les voisins de la Birmanie ont la capacité d'aider les victimes qui sont toujours cruellement démunies", poursuivent-ils. Les signataires sont l'ex-président tchèque Vaclav Havel, l'ex-présidente des Philippines Corazon Aquino, l'ancien président indonésien Abdurrahman Wahid et le chef de l'opposition malaisienne Anwar Ibrahim. Trois prix Nobel de la paix ont aussi apporté leur signature: l'Iranienne Shirin Ebadi, l'archevêque anglican Desmond Tutu et l'actuel président du Timor oriental José Ramos-Horta.

L'association Not on our watch compte parmi ses membres aussi l'acteur Don Cheadle et le producteur Jerry Weintraub qui s'étaient retrouvés ensemble avec MM. Pitt, Damon et Clooney sur le tournage de "Ocean's eleven" et "Ocean's twelve". Le bilan des victimes du cyclone Nargis qui a frappé la Birmanie le 3 mai s'établit à plus de 84.000 morts et 53.000 personnes portées disparues, soit 138.000 personnes au total, a indiqué mardi un responsable birman.

Gaz: une société thaïlandaise signe un accord avec la Birmanie

Romandie_25 juin 2008

Une entreprise thaïlandaise a signé un important accord avec la Birmanie prévoyant des forages en eaux profondes pour exploiter le gaz naturel, a indiqué mercredi un responsable de la société.

L'accord -- portant sur le développement du bloc offshore M9 dans le golfe de Martaban-- a été signé entre la société PTT Exploration and Production (PTTEP) et la junte dirigeant la Birmanie.

Le responsable n'a pas souhaité dévoiler le montant du contrat, mais selon le journal thaïlandais The Nation, le montant de l'investissement s'élèverait à quelque 2 milliards de dollars. Ce champ devrait produire 300 millions de pieds cubes par jour, dont 80% seront exportés en Thaïlande, le reste étant destiné à la Birmanie. Le ministre de l'Energie thaïlandais Poonpirom Liptapanlop a indiqué dans un communiqué que cet accord était "très important et bénéfique à la Thaïlande, en raison de ses besoins croissants en énergie". Selon des chiffres officiels de 2006, 13 compagnies pétrolières étrangères travaillent sur 33 projets dans le pays.

La vague d'arrestations se poursuit et les journalistes étrangers ne sont toujours pas les bienvenus

CNW_26 juin 2008

Reporters sans frontières et la Burma Media Association dénoncent la poursuite des arrestations de journalistes birmans, dont certains pour avoir simplement porté secours aux victimes du cyclone Nargis. Les deux organisations demandent leur libération et la délivrance de visas de presse aux journalistes étrangers. "La communauté internationale, notamment

les Nations unies, ont réussi à convaincre les autorités d'ouvrir le pays à l'aide humanitaire étrangère. Il est maintenant urgent d'obtenir de la junte qu'elle cesse d'empêcher la participation de la société civile et de la presse à cet effort. En empêchant les journalistes de travailler, la junte militaire tente de faire oublier sa gestion désastreuse de la crise.

C'est en partie réussi puisque l'opinion publique internationale s'est désintéressée du sort des centaines de milliers de Birmans victimes du désastre, par manque d'images et d'informations

nouvelles", ont dénoncé les deux organisations. Aung Kyaw San, rédacteur en chef du magazine aujourd'hui suspendu Myanmar Tribune, a été arrêté le 15 juin 2008 avec seize autres personnes pour avoir enterré des cadavres de victimes du cyclone près de Bogale. Selon des proches, cette équipe de volontaires aurait enterré plus de 400 corps en suivant les procédures de la Croix-Rouge internationale. Ils retournaient à Rangoon pour collecter de nouveaux sacs destinés à enterrer les corps quand ils ont été interpellés. Cinq d'entre eux, dont Aung Kyaw San, sont toujours emprisonnés à Insein. Le journaliste Zaw Thet Htwe et le blogueur Zarganar sont également détenus pour être venus en aide aux victimes de Nargis. Zarganar a été arrêté après avoir donné une interview à un reporter de la chaîne britannique BBC.

Une journaliste birmane, Ma Ein Khine Oo, âgée de 23 ans, travaillant pour Ecovision Journal, a été arrêtée le 10 juin alors qu'elle couvrait une manifestation de personnes affectées par le cyclone devant les bâtiments d'une institution onusienne à Rangoon. Elle serait toujours détenue au commissariat de police de Tamwe, dans l'attente d'un procès. Elle a été inculpée le 25 juin en vertu de l'article 505(b) qui punit de peines de prison les auteurs de "propos ayant conduit à des erreurs dans le public". Au moins dix journalistes et un blogueur sont actuellement emprisonnés en Birmanie. Trois d'entre eux le sont pour avoir porté secours aux victimes du cyclone.

Par ailleurs, une journaliste sud-coréenne, Lee Yu Kyong, a été expulsée le 22 juin après s'être rendue dans les locaux de la Ligue nationale pour la démocratie d'Aung San Suu Kyi. Selon son témoignage recueilli par le site Mizzima, des policiers se sont présentés à son hôtel pour lui demander de quitter le pays sur-le-champ. Les agents lui ont confisqué des CD contenant des photos des zones affectées par le cyclone. A l'aéroport, des officiels ont apposé un tampon "Expulsé" sur son passeport. Une dizaine de journalistes étrangers ont été interdits d'entrée sur le territoire ou expulsés de Birmanie depuis le passage du cyclone Nargis. Les autorités refusent toujours d'accorder des visas de presse et des check points militaires ont été installés sur plusieurs routes permettant d'accéder à la zone du delta. Enfin, des Birmans ont été inquiétés par les autorités pour avoir aidé des journalistes étrangers à travailler dans le sud du pays.

Renseignements: Katherine Borlongan, Secrétaire générale, Reporters Sans Frontières Canada, (514) 521-4111, rsfcanada@rsf.org

Conclusions de la présidence – Bruxelles, 19 et 20 juin 2008

74. L'Union européenne demeure vivement préoccupée par la situation humanitaire en Birmanie/au Myanmar à la suite du cyclone Nargis. Elle salue les efforts déployés par les Nations unies et par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, grâce auxquels une aide plus importante parvient aux 2,4 millions de personnes touchées par le cyclone, mais exhorte les autorités de la Birmanie/du Myanmar à lever toutes les restrictions qui entravent encore la distribution de l'aide internationale. Si l'aide humanitaire d'urgence reste la priorité immédiate, le Conseil européen souligne néanmoins que la nécessité d'une transition véritable vers la démocratie en Birmanie/au Myanmar est plus grande qu'elle ne l'a jamais été. Il déplore la décision des autorités de Birmanie/du Myanmar de prolonger l'assignation à résidence de Daw Aung San Suu Kyi et réitère son appel à la libération de tous les prisonniers politiques. Le Conseil européen regrette que la manière dont le référendum s'est déroulé n'ait pas contribué à engager un processus de réconciliation nationale transparent et sans exclusive, qui est la seule voie vers la prospérité et la stabilité dans le pays. Le Conseil européen invite

les autorités à veiller à ce que les élections annoncées pour 2010 soient préparées et menées d'une manière qui contribue à une transition crédible et pleinement participative vers la démocratie. À cet égard, le Conseil européen salue l'engagement personnel du Secrétaire général des Nations unies et souligne qu'il soutient pleinement la mission de bons offices de ce dernier.

Textes adoptés par le Parlement, Birmanie: Emprisonnement continu de détenus politiques

Jeudi 19 juin 2008 - Strasbourg

Résolution du Parlement européen du 19 juin 2008 sur la poursuite de la détention de prisonniers politiques en Birmanie

Le Parlement européen,

- vu ses résolutions antérieures sur la situation en Birmanie, notamment celles du 24 avril 2008[1] et du 27 septembre 2007[2],
- vu les conclusions du Conseil du 29 avril 2008 sur la Birmanie/Myanmar, adoptées lors du Conseil "Affaires générales et relations extérieures" à Luxembourg, et la position commune 2006/318/PESC du Conseil du 27 avril 2006 renouvelant les mesures restrictives à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar[3],
- vu le rapport du 3 juin 2008 par le rapporteur spécial des Nations unies, Tomás Ojea Quintana, sur la situation des droits de l'homme au Myanmar, sur le suivi des résolutions S-5/1 et 6/33 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies,
- vu l'article 115, paragraphe 5, de son règlement,

A. considérant qu'Aung San Suu Kyi, secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a été assignée à résidence, en tant que prisonnière politique, treize des dix-huit dernières années; que, de surcroît, 1 900 personnes sont incarcérées dans d'atroces conditions, simplement pour avoir exprimé le vœu d'introduire la démocratie en Birmanie ou protesté contre la tenue d'un référendum sur la constitution; que n'est toujours pas éclairci ce qui est arrivé, au cours des manifestations dirigées par des moines bouddhistes de septembre 2007, à des douzaines de participants, qui sont encore déclarés disparus,

B. considérant qu'en prolongeant l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi, la junte viole sa propre loi (loi de sûreté de l'État de 1975), qui dispose que nul ne peut être détenu sans inculpation ni jugement plus de cinq années, et que le régime persiste à résister aux pressions internationales en faveur de la libération des prisonniers politiques injustement enfermés dans les geôles birmanes,

C. considérant que, loin de répondre à l'appel du secrétaire général des Nations unies à relâcher les prisonniers, le régime birman a en fait, le 10 juin 2008, arrêté seize autres personnes, victimes du cyclone Nargis, au motif qu'elles s'étaient présentées aux bureaux du programme des Nations unies pour le développement et y avaient demandé une aide humanitaire,

D. considérant que le 11 juin 2008, la presse inféodée à la junte militaire birmane, dont le porte-parole du régime, The New Light of Myanmar, a appelé à la flagellation publique d'Aung San Suu Kyi et que la junte militaire a refusé de prendre ses distances par rapport à cet appel scandaleux,

E. considérant qu'aux premières heures du 3 mai 2008, après que la fumée eut provoqué une panique chez les détenus lorsque le cyclone Nargis a frappé la prison d'Insein à Rangoon, soldats et policiers anti-émeute ont ouvert le feu sur les détenus, illégalement et inutilement, en tuant environ trente-six et en blessant soixante-dix,

F. considérant que l'expert des Nations unies sur les droits de l'homme en Birmanie a demandé à la junte au pouvoir d'enquêter sur les faits reprochés à ses soldats, à savoir d'avoir abattu un certain nombre de détenus à l'époque du cyclone Nargis, et que le régime a refusé d'instruire de quelque manière que ce soit cette affaire,

G. considérant que les associations de défense des droits de l'homme ont signalé que, depuis le 20 mai 2008, les autorités birmanes ont intensifié leurs efforts pour déplacer les survivants du cyclone de leurs abris temporaires, dans les écoles ou les monastères, et à les forcer à rentrer à leur domicile, même quand celui-ci ne tient plus debout,

1. condamne fermement la décision des autorités birmanes de prolonger l'assignation à résidence d'Aung San Suu Kyi;
2. déplore aussi la détention du groupe de militants politiques demandant la libération d'Aung San Suu Kyi et presse les autorités birmanes de libérer sans délai tous les prisonniers politiques;
3. dénonce comme un crime contre l'humanité le projet d'une flagellation d'Aung San Suu Kyi;
4. souhaite que soit réalisée une instruction judiciaire, sous l'auspice des Nations unies, sur les accusations selon lesquelles l'armée birmane aurait assassiné des prisonniers politiques dans la confusion créée par le cyclone Nargis;
5. déplore l'emprisonnement en cours par les autorités birmanes de victimes du cyclone Nargis qui tentaient de trouver de l'aide auprès des organisations internationales en Birmanie;
6. estime profondément regrettable la tenue par la junte birmane d'un référendum sur la constitution, quelques jours seulement après qu'un cyclone a ravagé le pays, et estime que les résultats du référendum sont dépourvus de tout crédit;
7. invite les autorités birmanes à lever toutes restrictions aux activités politiques pacifiques dans le pays et à s'engager dans un processus inclusif de réconciliation nationale et de restauration de la démocratie, de l'état de droit et du plein respect des droits de l'homme;
8. invite aussi le régime à fournir des explications sur les personnes toujours disparues depuis la répression en septembre 2007 des manifestations de moines bouddhistes et de militants de la démocratie;
9. demande au gouvernement militaire birman de se conformer à l'accord passé avec le secrétaire général des Nations unies en vue de permettre aux livraisons et aux travailleurs de l'aide humanitaire internationale d'accéder librement aux régions affectées par le cyclone Nargis et de pleinement coopérer avec la communauté internationale pour l'évaluation des besoins; prie les autorités birmanes de cesser leur ingérence officielle dans la livraison de l'aide et de collaborer pleinement avec les organisations humanitaires;
10. renouvelle son appel aux autorités birmanes à engager le dialogue avec tous les secteurs de la société birmane afin de parvenir à une véritable réconciliation nationale, à la démocratisation et au plein respect des droits de l'homme et de l'état de droit;
11. accueille favorablement le dernier rapport du rapporteur spécial des Nations unies, qui rassemble des preuves importantes des infractions continuelles aux droits de l'homme dans le pays; prend acte, avec grande inquiétude, de la conclusion de ce rapport selon laquelle, depuis le 26 mars 2008, presque aucun progrès n'est intervenu dans la situation en Birmanie en matière de droits de l'homme;
12. presse les autorités birmanes d'ouvrir un dialogue étroit avec le rapporteur spécial des Nations unies et de faire droit à sa demande de se rendre en Birmanie;

13. invite les pays de l'Association des Nations de l'Asie du sud-est (ANASE) avec lesquels la Birmanie entretient d'étroites relations économiques et politiques à exercer sur les autorités birmanes une intense pression en faveur d'un changement démocratique;

14. est d'avis que les sanctions clairement délimitées et ciblées par l'Union européenne contre la junte birmane, quoique élargies après les événements de septembre 2007 par l'imposition d'un embargo à d'autres secteurs de l'économie, n'ont encore qu'un effet limité sur le régime, manquant ainsi à leur objectif; renouvelle, dès lors, sa demande au Conseil de prendre d'autres mesures et d'empêcher effectivement la junte birmane d'accéder au financement de l'Union; invite le Conseil et les États membres à surveiller de près les sanctions ciblées et à en assurer l'application effective;

15. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux gouvernements et aux parlements des États membres, à l'envoyé spécial de l'Union en Birmanie, au Conseil d'État pour la paix et le développement de Birmanie, aux gouvernements des pays membres de l'ANASE et des Rencontres Asie-Europe (ASEM), à la commission interparlementaire de l'ANASE pour le Myanmar, à Aung San Suu Kyi, à la LND, au secrétaire général des Nations unies, au Haut commissaire des Nations unies aux droits de l'homme et au rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Birmanie.

[1] Textes adoptés de cette date, P6_TA(2008)0178.

[2] Textes adoptés de cette date, P6_TA(2007)0420.

[3] JO L 116 du 29.4.2006, p. 77.

Lettre ouverte de Nicolas Sarkozy et Gordon Brown pour le 63e anniversaire d' Aung San Suu Kyi

Presse Canadienne_19 juin 2008

Nicolas Sarkozy et Gordon Brown ont adressé une lettre ouverte à la junte militaire birmane pour demander la libération du prix Nobel de la Paix et opposante Aung San Suu Kyi alors qu'elle fête son 63e anniversaire en résidence surveillée.

Dans cette lettre ouverte rendue publique jeudi, le président français et le Premier ministre britannique, qui sont réunis à Paris ce jeudi en prélude à un sommet européen de crise à Bruxelles, estiment que la libération de Aung San Suu Kyi est essentielle. Suu Kyi a passé plus de 12 ans des 18 dernières années en détention depuis que son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), a largement remporté les législatives de 1990, un scrutin aussitôt invalidé par la junte.

"A l'occasion de votre anniversaire, nous voulons aujourd'hui réaffirmer notre admiration pour votre engagement en faveur de la démocratie et de l'Homme en Birmanie, auquel vous avez consacré votre vie. Vous avez eu le courage de sacrifier votre liberté pour la liberté des autres", écrivent notamment MM. Brown et Sarkozy. "La fin de votre assignation à résidence et votre pleine participation à l'avenir politique de la Birmanie sont pour nous essentielles".

A propos du référendum sur la réforme constitutionnelle organisé par la junte, MM. Brown et Sarkozy estiment que cette consultation "pèche par manque de crédibilité et ne reflète pas véritablement la volonté du peuple, de même que la nouvelle constitution ne peut offrir une base saine pour le développement politique futur de la Birmanie". Les deux hommes appellent le gouvernement birman à "engager sans délai un processus politique ouvert qui

associe des représentants de l'ensemble des groupes ethniques et des groupes civils d'opposition".

Par ailleurs, les deux responsables politiques européens critiquent ouvertement la gestion par la junte de la catastrophe provoquée par le cyclone Nargis, les 2 et 3 mai derniers, qui a fait, selon les autorités, plus de 78.000 morts et quelque 56.000 disparus. "Nous sommes (...) attristés de voir que le peuple birman, déjà privé des droits et libertés les plus élémentaires, a souffert d'une catastrophe de cette ampleur. Nous avons également été profondément choqués de voir que l'offre de l'aide internationale n'a pas été acceptée immédiatement et sans condition", soulignent Nicolas Sarkozy et Gordon Brown.

Birmanie: des moines bouddhistes appellent l'UE à faire juger Than Shwe

AFP_19 juin 2008

Des moines bouddhistes hostiles au régime militaire en Birmanie ont appelé jeudi l'Union européenne (UE) à faire comparaître le chef de la junte, le généralissime Than Shwe, devant la Cour pénale internationale pour "crimes contre l'humanité". Cet appel a été lancé par l'Alliance de tous les moines bouddhistes dans une déclaration reçue à Bangkok à l'occasion du 63e anniversaire de Mme Aung San Suu Kyi, dirigeante de l'opposition birmane toujours maintenue en isolement dans sa résidence à Rangoun.

Cette alliance de bonzes, qui affirme avoir organisé d'importantes manifestations contre la junte birmane en septembre dernier, a déclaré que Than Shwe devait être traduit en justice pour avoir "bloqué" l'aide internationale aux rescapés du cyclone Nargis en mai (133.600 morts ou disparus et 2,4 millions de sinistrés). "Nous demandons à l'UE de faire comparaître Than Shwe, dirigeant de la junte militaire birmane, devant la Cour pénale internationale pour qu'il soit jugé pour crimes contre l'humanité, comme l'a recommandé le Parlement européen", écrivent ces moines, opposants farouches au gouvernement des généraux. L'alliance a également appelé à un embargo international sur les armes contre la Birmanie et à un durcissement des sanctions financières contre les généraux au pouvoir.

Jane Birkin sort une chanson pour Aung San Suu Kyi

La Vie a Meilleur Goût _19 juin 2008

Le soutien de la chanteuse à la cause birmane n'est pas neuf. Il y a 10 ans, elle a rencontré la leader de l'opposition et prix Nobel de la paix. Et depuis, elle participe à toutes les manifestations en faveur de sa libération. Ce jeudi, Aung San Suu Kyi fête ses 63 ans et elle est toujours assignée à résidence. L'occasion pour Jane Birkin et Amnesty International d'annoncer l'enregistrement d'une chanson écrite pour l'opposante birmane. L'artiste l'a déjà chantée à de nombreuses reprises sur scène. L'enregistrement est à présent terminé. Le morceau devrait sortir prochainement. Pour en savoir plus, vous pouvez aussi aller jeter un œil sur le site d'Amnesty.

Appel de la FAO pour les victimes du cyclone en Birmanie

Reuters_18 Juin 2008

Plus de 50.000 paysans birmans frappés le 2 mai par le cyclone Nargis seront dans l'incapacité de semer en vue d'une nouvelle récolte de riz d'ici le mois d'août s'ils ne reçoivent pas d'aide extérieure immédiate, prévient la FAO. Selon la première étude d'impact de fond réalisée par l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, 570.000 hectares de terres ont été submergées dans onze secteurs très touchés analysés par des experts de la FAO et du gouvernement birman.

Près de sept semaines après le passage du cyclone qui a fait 134.000 morts et disparus et 2,4 millions de sans-abri, la FAO a lancé un nouvel appel pour lever 83 millions de dollars de

fonds au titre de l'aide agricole d'urgence et de long terme. Nargis a détruit 85% des stocks de riz des paysans birmans et tué 120.000 animaux de trait.

Droits de l'homme: le Conseil n'a condamné que la Birmanie

Romandie_18 Juin 2008

La Birmanie a été le seul pays à être condamné, au terme de la huitième session du Conseil des droits de l'homme. Deux ans exactement après l'inauguration du Conseil, son président et la Haut Commissaire de l'ONU ont toutefois défendu ses acquis. Le texte présenté par l'Union européenne condamne les "violations systématiques" des droits de l'homme en Birmanie. Il demande le libre accès de toutes les organisations humanitaires aux victimes du cyclone Nargis.

Le Conseil a également adopté par acclamations un nouveau traité, le protocole facultatif au Pacte de l'ONU sur les droits économiques, sociaux et culturels, après plusieurs années de négociations. Le protocole prévoit que des communications peuvent être présentées par des particuliers ou des groupes de particuliers sur des violations de leurs droits économiques, sociaux et culturels. Lors d'une rencontre avec la presse avant la fin de son mandat le 30 juin, la Haut Commissaire de l'ONU Louise Arbour a regretté de son côté le désengagement des Etats-Unis du Conseil. Elle a défendu la réforme intervenue ces deux dernières années et le remplacement de la Commission par le Conseil à Genève, en particulier la création de l'examen périodique universel.

Un nouveau président du Conseil, désigné la semaine dernière par le groupe africain, l'ambassadeur du Nigéria Martin Ihoeghian Uhomobhi, doit être élu jeudi au début de la neuvième session.

Birmanie : la population est traumatisée, selon MSF

MSF_18 Juin 2008

Si un renfort massif des aides d'urgence (nourriture-abris-eau) reste la priorité en Birmanie, une partie de la population victime du cyclone Nargis, souffre aussi de traumatisme psychologique. MSF a intégré un volet psychosocial à la réponse d'urgence dans le delta de l'Irrawaddy.

Certaines des communautés les plus touchées continuent à demander de l'aide, mais d'autres n'arrivent pas à imaginer comment faire face à la nouvelle situation. "Ma rencontre avec une femme qui ne trouvait plus la volonté de manger ne m'a donné qu'un léger aperçu de la souffrance de milliers de gens dans les zones les plus touchées." raconte Kaz de Jong, spécialiste à MSF de la santé mentale qui revient d'une évaluation dans le delta d'Irrawaddy. "Elle expliquait qu'elle nous remerciait pour la nourriture qui était distribuée mais elle demandait également si nous pouvions aussi lui donner l'envie de manger."

Autre rencontre marquante, celle avec une grand-mère serrant dans ses bras un enfant: "Je suis redevenue mère - toute ma famille a disparu - il n'en reste que deux, ce bébé et moi." a-t-elle expliqué. Les moins touchés utilisent leurs mécanismes d'adaptation naturels; ils s'efforcent de se regrouper pour s'entraider et organiser la communauté. Ceux qui vivent dans les zones qui ont été les plus lourdement touchées vous fixent le regard vide, leurs mécanismes d'adaptation naturels anéantis, dans des communautés éclatées.

La perte de nombreux proches, la destruction de villages entiers, mais aussi la nécessité de retourner sur les lieux de la catastrophe ou encore la vue des cadavres qui remontent à la surface de l'eau sont autant de facteurs de troubles psychologiques. Ils s'expriment sous la forme de léthargie, tristesse ou dépression profonde, anxiété, insomnie, hypertension, palpitations... MSF a intégré un programme psychosocial dans la réponse d'urgence dans les régions de Labutta et Hangyi. Une équipe de professionnels de la santé est chargée de

sensibiliser les communautés et de détecter ceux qui ont besoin d'assistance psychologique. Des psychologues birmans (ayant suivi une formation supplémentaire dans le traitement des traumatismes), qui travaillent pour MSF depuis longtemps, se rendent dans le delta.

La junte birmane accuse Suu Kyi de menacer la sécurité nationale

Reuters_11 Juin 2008

La junte militaire birmane déclare que la dissidente Aung San Suu Kyi mérite d'être flagellée comme un enfant désobéissant en raison des menaces qu'elle fait peser sur la sécurité nationale.

La presse officielle birmane accuse mercredi la lauréate du prix Nobel de la paix, qui vient d'entrer dans sa sixième année consécutive en résidence surveillée, et d'autres militants détenus de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'avoir été en contact et reçu de l'argent d'organisations rebelles armées et de gouvernements étrangers.

"Du fait des crimes qu'ils ont commis, ils méritent bien la flagellation, comme les enfants désobéissants", peut-on lire dans des éditoriaux publiés dans la presse en langue birmane et anglophone du pays. Le gouvernement, lui-même, se comporte en "parent du peuple" et fait montre d'une "grande patience".

Si Suu Kyi et d'autres sont détenus, poursuivent ces éditoriaux reflétant l'opinion de la junte, c'est "pour faire en sorte qu'ils ne soient plus capables de commettre à nouveau des crimes similaires".

Suu Kyi, dont la victoire aux élections législatives de 1990 n'a jamais été reconnue par la junte, a passé près de 13 des 19 dernières années en détention sous une forme ou sous une autre.

Le 27 mai dernier, les généraux ont renouvelé son assignation à résidence. La durée de cette prolongation - six ou douze mois - n'a pas été clairement précisée.

Birmanie: l'ONU et la junte lancent une évaluation conjointe

La Tribune_9 juin 2008

Les Nations unies et la junte birmane ont lancé mardi une vaste opération d'évaluation de la situation dans les zones dévastées par le cyclone Nargis, signe peut-être que les militaires sont décidés à coopérer vraiment avec la communauté internationale, cinq semaines après la catastrophe. Environ 250 experts de l'ONU, du gouvernement birman et d'autres pays de l'Asie du Sud-Est se rendaient dans le delta de l'Irrawaddy (sud) pour apprécier les besoins de la population à court et à long terme, village par village. "Cela a pris beaucoup de temps, mais cela montre que le gouvernement est présent par sa volonté de faciliter l'opération humanitaire et la montée en puissance que demande la population", a déclaré une porte-parole de l'ONU à Bangkok, Amanda Pitt.

La junte militaire a été vivement critiquée par la communauté internationale pour sa réponse au cyclone des 2 et 3 mai derniers et son refus de l'aide internationale dans les semaines qui ont suivi. Selon l'ONU, 2,4 millions de personnes ont été affectées, et un million au moins ont encore un besoin urgent d'assistance, la plupart dans le delta de l'Irrawaddy. Selon le bilan officiel, le cyclone a fait plus de 78.000 morts.

Les équipes d'experts passeront les dix prochains jours à recenser les besoins immédiats en nourriture, d'eau potable et d'abris, mais également à long terme en ce qui concerne la reconstruction d'écoles et d'habitations ainsi que la relance de l'économie. "Cela devrait nous permettre de savoir de façon complète qui a été atteint (par l'aide), quelle organisation les a atteints et ce qu'ils ont reçu", a expliqué Mme Pitt.

Les conclusions de cette mission conjointe seront publiées dans un rapport rédigé par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), qui inclut la Birmanie et joue les intermédiaires entre la junte et la communauté internationale. Ce rapport devrait à son tour stimuler la collecte de dons pour les opérations humanitaires, a estimé Mme Pitt. "De nombreux donateurs ont déclaré qu'ils étaient prêts et disposés à fournir des fonds pour les opérations humanitaires et la logistique, mais qu'ils souhaitaient davantage d'accès et d'évaluations", a-t-elle expliqué.

Pendant ce temps, des hélicoptères de l'ONU chargés de vivres atteignaient les zones sinistrées, même si les organisations humanitaires faisaient toujours état d'obstacles à leur travail, particulièrement dans la région située autour de Rangoon, la plus grande ville du pays. Un porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM), Paul Riskey, a déclaré que quatre nouveaux hélicoptères devraient gagner la Birmanie cette semaine. Cela portera à dix le nombre d'appareils affrétés par l'ONU présents dans le pays, au lieu d'un jusqu'à ces derniers jours.

Birmanie: appel de la détention de Suu Kyi

AFP_10 juin 2008

La Ligue nationale pour la démocratie (LND), principal parti d'opposition en Birmanie, a demandé à la junte au pouvoir d'accepter une procédure d'appel de la détention de sa dirigeante Aung San Suu Kyi qu'elle juge "injuste". Le 27 mai, en pleine crise humanitaire après le passage du cyclone Nargis, le gouvernement des généraux avait prorogé d'un an l'ordre d'assignation à résidence de Mme Suu Kyi, seule lauréate du prix Nobel de la paix à être privée de liberté dans le monde. Sa dernière période de détention a commencé en 2003.

"La LND fera appel, conformément à la loi, étant donné que la prolongation de la détention de Mme Aung San Suu Kyi est injuste et contraire à la loi", a indiqué la LND dans une déclaration.

Si les généraux partent du principe que la prorogation de l'assignation à résidence est conforme à la loi, "nous leur demandons d'accepter l'appel et d'ouvrir la procédure, conformément à la loi", a ajouté le parti d'opposition. La LND avait remporté une victoire écrasante à des élections législatives en 1990, mais les militaires avaient refusé d'honorer les résultats et Mme Suu Kyi --qui aura 63 ans le 19 juin-- a été privée de liberté pendant la majeure partie des 18 dernières années. La junte actuelle affirme que l'opposante est détenue en vertu d'une loi de 1975 censée protéger l'Etat "d'éléments destructeurs" mais des experts juridiques estiment que, selon la législation birmane, aucune personne ne peut être détenue pendant plus de cinq ans sans inculpation ou procès.

MYANMAR: Se souvenir du VIH dans la réponse au cyclone Nargis

IRIN News_9 juin 2008

Alors qu'au Myanmar, la plupart des acteurs humanitaires locaux et internationaux s'attèlent à répondre aux besoins urgents des 2,4 millions de personnes isolées par le cyclone Nargis, plusieurs organisations tentent de s'assurer que les besoins des rescapés séropositifs ne sont exclus des efforts d'intervention. Selon les derniers chiffres avancés par le Programme commun des Nations Unies sur le sida, ONUSIDA, quelque 242 000 personnes, soit environ 0,7 pour cent de la population birmane, vivent actuellement avec le VIH et seulement 1 500 d'entre elles ont accès à un traitement antirétroviral (ARV) proposé dans le cadre d'un programme gouvernemental. Ils sont environ 10 500 à recevoir ces médicaments qui prolongent l'espérance de vie, de la part d'organisations non gouvernementales (ONG), principalement de l'organisation médicale internationale Médecins Sans Frontières (MSF) – Hollande.

Au téléphone depuis Yangon, la principale ville du pays et ancienne capitale, Frank Smithuis, directeur-pays de MSF, a déclaré que la plupart des individus qui bénéficiaient du programme de traitement de MSF se trouvaient dans des zones urbaines épargnées par la tempête. « Nous menons un important programme à Rangoon [Yangon], une ville qui compte plus de personnes déplacées que de morts », a-t-il expliqué. « Certains patients ont perdu leur traitement ARV, ou d'autres arrivent avec un sac en plastique rempli d'une poudre mouillée [des médicaments dissous]. Cependant, nous n'avons eu aucune difficulté à leur distribuer de nouveaux médicaments. Nos cliniques [à Yangon] ont rouvert leurs portes dès le lendemain du passage du cyclone. »

A Yangon, le programme de MSF s'adresse à 10 000 personnes séropositives. L'organisation a décidé d'allouer une subvention en espèces d'environ 10 dollars à toutes les personnes se rendant dans l'une de ses cliniques, afin qu'elles puissent acheter de la nourriture – lorsqu'un malade suit un traitement ARV, il doit absolument avoir un régime alimentaire équilibré. « Il aurait été trop compliqué d'effectuer une évaluation auprès de chacun des patients, nous avons donc décidé 'd'aller au plus simple' », a-t-il dit. « Il y a plein de riz ici [à Yangon], donc on ne peut pas vraiment parler de pénurie, mais les prix, en revanche, ont grimpé. »

Retrouver les patients

Grâce à l'aide d'une poignée d'organisations internationales engagées dans la lutte contre le sida au Myanmar, comme International HIV/AIDS Alliance et l'Association François-Xavier Bagnoud (FXB), une ONG basée en Suisse qui lutte contre la pauvreté et le sida, les réseaux locaux de personnes vivant avec le VIH ont recherché leurs membres et se sont approvisionnés en fournitures de secours. « Ils ont grandement conscience et connaissance de l'importance de la solidarité communautaire, lors d'un malheur », a souligné Brian Williams, coordonnateur de l'ONUSIDA au Myanmar. « Ils étaient immédiatement sur le terrain, à informer les malades des subventions en espèces et des lieux où des médicaments étaient disponibles ».

En outre, il a signalé que les organisations humanitaires veillaient à ne pas stigmatiser davantage les personnes vivant avec le VIH en leur accordant plus d'aide qu'aux autres survivants du cyclone.

« Nous ne voulons pas créer des programmes indépendants et unilatéraux », a-t-il dit. « Toutefois, nous voulons veiller à ce que l'inverse ne se produise et que les personnes séropositives n'aient pas accès à l'aide à cause de leur maladie et qu'elles soient victimes de discrimination. » Selon le ministère de la Santé du Myanmar, le programme de substitution à la méthadone [une substance synthétique que l'on administre aux héroïnomanes à titre de substitut] destiné aux consommateurs de drogues injectables à Yangon n'a pas été interrompu par le passage du cyclone.

Au Myanmar, jusqu'à 50 pour cent des consommateurs de drogues injectables sont infectés au VIH, d'après des statistiques recueillies en 2003 par l'ONUSIDA. L'objectif du programme de substitution à la méthadone vise à réduire la propagation du VIH causée par le partage de seringues. M. Williams a reconnu qu'il ne s'agissait que d'un programme pilote qui devrait être mené à plus grande échelle. « Le gouvernement n'alloue pas suffisamment de fonds à la santé en général », a-t-il estimé. « Le gouvernement, tout comme la communauté internationale, devrait accorder de plus amples ressources. » Dans le delta de l'Ayeyarwady, la région la plus fortement touchée par le cyclone, les organisations humanitaires qui ont été autorisées à se rendre dans le pays tentent de répondre aux besoins les plus élémentaires des survivants, en termes de vivres, d'eau et d'abris.

Un accès encore limité

Cependant, la plupart des ONG internationales sont toujours confrontées aux restrictions du gouvernement qui limitent l'accès des travailleurs humanitaires étrangers aux régions sinistrées. MSF, qui disposait déjà de quelque 1 000 employés au Myanmar, a pu intervenir rapidement suite à la catastrophe. « Nous n'avions pas de personnel dans cette région du pays, mais nous en avons déployé », a dit M. Smithuis.

MSF a distribué 1 000 tonnes de vivres, 60 000 abris et plusieurs machines de traitement de l'eau. Malgré son relatif isolement, la population du Myanmar possède des connaissances en matière de VIH/SIDA sensiblement égales à celles des populations des autres pays de la région. En outre, au cours des dernières années, l'accès aux préservatifs s'est fortement amélioré.

« Le pays s'est doté d'un plan national [de lutte contre l'épidémie]. Le gouvernement considère le sida comme un problème et un grand nombre d'ONG concentrent leurs efforts sur la lutte contre le virus », a rappelé M. Williams. Cependant, le cyclone pourrait porter atteinte aux efforts de prévention déployés au Myanmar. « Nous avons de vives inquiétudes quant à la protection des femmes », a-t-il reconnu.

« Un grand nombre de personnes sans-abri vivent dans des installations de fortune, où l'accès est très limité. Nous ignorons si des mesures ont été prises afin de garantir la mise en place de zones sécurisées pour les femmes ». Dans certains villages, les cliniques mobiles sont équipées de fournitures en santé de la reproduction, elles disposent notamment de trousse de prophylaxie post-exposition, un traitement qui est utilisé pour réduire le risque d'infection par le VIH d'une personne qui a été violée. Cependant, toujours selon M. Williams, le pays a besoin de plus amples services en santé de la reproduction. « Comme dans de nombreuses situations d'urgence, nous nous inquiétons pour les femmes, qui faute d'autres solutions, peuvent décider de recourir à la prostitution ».